



# PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

BULLETIN D'INFORMATION

juin-juillet-août 1998, vol. 5 no. 14, Montréal, Québec

## UN AN ET DEMI APRÈS LE DÉBUT DU PROCESSUS DE PAIX, que penser ??

Le président Alvaro Arzu est en guerre contre les médias locaux et contre l'ombudsman des droits humains, qui a vu croître l'hostilité à son égard suite à ses critiques du gouvernement. Les réformes constitutionnelles requises pour mettre en application les Accords de paix sont prises en otages par les conflits politiques partisans. Le parti de Rios Montt, le FRG, veut une réforme qui lui permettrait de briguer à nouveau les suffrages, sans quoi le parti refuse de ratifier les réformes nécessaires pour faire avancer le processus de paix. La réforme fiscale, exigée dans les Accords de paix et sur laquelle insistent les pays donateurs étrangers, a été passée précipitamment. Pendant ce temps, les populations affectées par la guerre, tels que les réfugiés et les déplacés internes, font appel au gouvernement pour qu'il remplisse ses engagements. Ils et elles nous invitent aussi à poursuivre notre solidarité.

*Dans ce numéro du bulletin, le dernier avant la rentrée de septembre prochain, nous incluons des articles du bulletin national du Projet Accompagnement. Nous espérons que vous serez rasasiés par ce «combo», que les réflexions qu'il contient pourront vous éclairer sur la situation au Guatemala en cette difficile période de transition vers la paix et que cela pourra enrichir l'expérience de solidarité que le PA et ses membres partagent avec le Guatemala. Le bulletin national, version intégrale en anglais, est disponible au bureau du PAQG, de même que deux rapports spéciaux de WCC/GRICAR sur l'assassinat de Mgr Gerardi. Nous vous invitons à venir les consulter. En attendant passez un bon été et essayez de profiter des bons documentaires qui sont diffusés dans le cadre du festival Présence autochtone de Terres en vues !*

### DANS CE NUMÉRO :

Article de Nathalie Aubut sur <i>La Commission d'éclaircissement historique</i> .....	2
Kathryn Anderson nous fait part de ses réflexions sur l'expérience de solidarité avec les Guatémaltèques .....	3
Lisa Roberts nous parle des <i>Campesinos sans terre</i> à travers un groupe, <i>AMADESPI</i> , que l'équipe spéciale de recherche du <i>Projet Accompagnement</i> a rencontré.....	4
Compte rendu détaillé des procédures judiciaires préliminaires du cas Xaman par Isabel Champagne.....	5
Nouvelles du Sud.....	7
Nouvelles des accompagnatrices et accompagnateurs.....	8
Horaire des prochaines assemblées.....	10
Annonces diverses.....	9-10

**BONNE LECTURE ET BON ÉTÉ !**

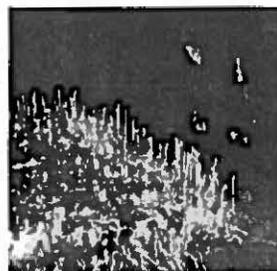
## GUATEMALA: NUNCA MÁSI

Par Isabelle Gauthier

Rien n'est plus fragile que la paix au Guatemala, c'est un fait connu. Depuis la signature des Accords de paix en 1996, les insatisfactions jaillissent de toutes parts; les changements structureaux qui auraient pu permettre le rétablissement d'un état de droit dans le pays se font toujours attendre, et pendant ce temps, le coût de la vie augmente, l'insécurité grandit et

l'impunité galope.

L'horrible assassinat, le 26 avril dernier, de Mgr. Juan Gerardi, coordonnateur du bureau des droits humains de l'archevêché du Guatemala (ODHA), est venu rappeler au monde entier les incertitudes de cette paix. Deux jours avant sa mort, Mgr Gerardi avait participé au dévoilement public du rapport *Guatemala: Nunca más* (Guatemala: plus jamais), élaboré par l'Église ca-



*Vigile pour Mgr Gerardi*

suite p.2

>>> suite de «Nunca mas»

tholique via le projet de Récupération de la mémoire historique (REMHI). Ce rapport est le fruit de trois années d'enquêtes, au cours desquelles 55 021 cas de violation des droits humains ont été documentés et dont 79.2 % sont attribués à l'armée. Pourtant cet assassinat ne semble être que la pointe de l'iceberg d'une nouvelle diarrhée de sang et de répression qui frappe depuis lors le Guatemala.

En effet, le 6 mai dernier Luis Yat Zapeta, maire du *Frente Democrático Nueva Guatemala* (FDNG) à Santa Cruz del Quiche, était assassiné par des hommes masqués, en présence de sa famille. Depuis, plusieurs représentants et candidats du FDNG ont été la cible de menaces de mort et d'attaques: cette intimidation coïncide avec l'approche des élections dans une trentaine de municipalités du pays. Le 13 mai, dans une lettre de menace de mort au candidat du FDNG à la mairie de Comalapa, le groupe paramilitaire Jaguar Justicier revendiquait le meurtre de Mgr Gerardi. Le Jaguar Justicier, tristement célèbre pour ses actions contre les défenseurs des droits humains à la fin des années '80, est lié aux secteurs les plus intransigeants des forces armées. Dans sa lettre, l'escadron de la mort se vante de «déterminer le vrai pouvoir au pays» et prévient qu'il reproduira au Guatemala le même scénario

qu'au Salvador, où plusieurs dirigeants populaires et politiques furent assassinés après la signature des Accords de paix.

De plus, suite à l'assassinat de Mgr Gerardi, une série de menaces de mort ont été proférées contre les membres de l'Église et des défenseurs des droits humains dont, entre autres, Mgr Próspero Peñados, archevêque du Guatemala, plusieurs membres de l'ODHA et du REMHI, cinq membres de la Defensoria Maya (un bureau de défense juridique) et le père italien Pedro Notta, impliqué dans le projet du REMHI, a dû quitter le pays parce qu'il craignait pour sa vie.

En réponse à l'assassinat de Mgr Gerardi, 70 organisations populaires guatémaltèques formaient, le 28 avril, le regroupement *Guatemala: Nunca Más*, pour réclamer la clarification immédiate du meurtre de Mgr Gerardi, la fin de l'impunité et l'application intégrale des Accords de paix.

Le gouvernement guatémaltèque a réagi au meurtre de Mgr Gerardi en créant une Commission spéciale d'enquête. Pour calmer l'opinion publique, un suspect a rapidement été arrêté mais aucune preuve formelle n'a pu être retenue contre lui et selon l'ODHA il ne serait qu'un bouc émissaire; le groupe réclame d'ailleurs sa libération. Le FBI a aussi été impliqué dans l'enquête et aurait

remis ses conclusions à la Commission spéciale d'enquête, mais aucun rapport n'a été rendu public jusqu'à ce jour et les groupes de défense des droits humains craignent "la classique" disparition des preuves et des dossiers, comme cela est arrivé plusieurs fois dans le passé juridique du Guatemala.

Les réactions de la communauté internationale ont été massives et rapides. Des campagnes de lettres ont été enclenchées pour demander une résolution rapide du dossier. Les gouvernements, dont le Canada, ont demandé la tenue immédiate d'une enquête. La MINUGUA a déclaré que le crime était de nature politique et plusieurs groupes de défense des droits humains ont signalé que les tragiques événements venaient porter un très grave coup au processus de paix.

Les événements ont suscité une vague de désespoir et de paranoïa parmi la population, qui voit resurgir le spectre de la répression massive des années '80. Quand on sait que quelques jours avant l'assassinat de Mgr Gerardi la Commission des droits humains de l'ONU retirait le nom du Guatemala de la liste des pays violateurs des droits humains, il est à craindre que le gouvernement guatémaltèque ne refuse l'ingérence de la communauté internationale dans le dossier. L'impunité sera-t-elle la seule vraie gagnante du processus de paix????

---

## RÉFLEXION SUR LA COMMISSION POUR L'ÉCLAIRCISSEMENT HISTORIQUE

Par Nathalie Aubut

**«...on retrouve toujours son fardeau (...) Sisyphe enseigne la fidélité supérieure qui nie les dieux et soulève les rochers. Cet univers désormais sans maître ne lui paraît ni stérile ni futile. La lutte elle-même vers les sommets suffit à remplir un cœur d'homme.»'**

*Tiré du Mythe de Sisyphe d'Albert Camus*

Les Accords de paix signés fin décembre 1996 représentent une plaque tournante pour l'avenir du peuple guatémaltèque, ainsi que pour tous les acteurs sociaux qui y sont étroitement associés. Pour certains d'entre eux, ils traduisent une volonté politique d'œuvrer pour la construction d'un avenir meilleur à travers la consolidation d'un état de droit alors que pour d'autres, ils représentent une

stratégie démagogique qui vise essentiellement à manipuler l'opinion de la communauté internationale, permettant ainsi d'attirer les investisseurs étrangers. Cette dernière hypothèse semble malheureusement aller dans le sens du vent néolibéral qui souffle actuellement sur tout le continent américain.

Force est de constater que le processus de démocratisation du Guatemala est loin de

se réaliser sans heurts. La terreur et la violence se maintiennent à l'ordre du jour. On observe encore des opérations sanglantes dirigées par des groupuscules qui tentent incessamment d'usurper le pouvoir. Les événements tragiques associés à l'assassinat de l'évêque guatémaltèque, Mgr José Gerardi Condera, ainsi que ceux reliés au meurtre de Luis Yat Zapeta, maire de Santa Cruz del Quiche, nous rappellent la fragilité des mécanismes de démocratisation; entre les accords professés et les accords appliqués, le fossé semble persister et maintenu par l'impunité.

Les conclusions tirées du périlleux travail d'enquête de Gerardi sont pour le moins éloquentes. Le rapport effectué par le REMHI semble briller par sa rigueur et, indéniablement, déranger par sa véracité. Il a réussi à rassembler des données officielles et tangibles qui mettent enfin au grand jour les racines de la souffrance du peuple guatémaltèque.

suite p. 8

# À l'écoute de l'expérience guatémaltèque de **SOLIDARITÉ**

*Une entrevue de Lisa Roberts avec  
Kathryn Anderson*

*Kathryn Anderson est depuis longtemps volontaire au PA. Elle est membre du groupe du PA à Antigonish en Nouvelle Écosse. Grâce à l'appui de la bourse McGeachy de l'Église unie du Canada, Kathryn étudie trois expériences de solidarité entre le Canada et le Guatemala : le réseau de l'Atlantique Breaking the Silence, la Christian Task Force on Central America de la Colombie-Britannique et le PA. Au cours de sa recherche, elle a réalisé des entrevues avec les partenaires guatémaltèques de ces projets : elle a rencontré des syndicalistes, des militants des droits humains, des membres des Églises et des réfugiés retournés. Elle a travaillé sur ce projet jusqu'à la fin du mois de mars. C'est à ce moment là, avant de faire ses valises, que Kathryn a accepté répondre à quelques questions.*

**Q :** *En réfléchissant à leur expérience avec les Canadiens, quel aspect de la solidarité les Guatémaltèques que tu as rencontrés valorisent-ils le plus ?*

Presque chaque personne que j'ai rencontrée m'a dit qu'au niveau humain la relation avait été incroyablement précieuse pour eux. Avoir un visage à qui s'adresser, savoir qu'il y a des personnes qui se soucient véritablement d'eux qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte, tout cela m'a été communiqué à chaque entrevue, dans les endroits les plus surprenants et par les gens les plus politiques. Ils disent tous que le politique est très important, mais que tout est relié à des questions plus fondamentales de l'être humain..

**Q :** *Étant donné les changements drastiques de la situation au Guatemala depuis la signature des accords de paix, ont-ils une vision, ou une requête, pour la prochaine étape de solidarité ?*

Avant tout, ils sont préoccupés par le recul des mouvements de solidarité. Ils ont peur de voir se reproduire ce qui est arrivé au Nicaragua et au Salvador et ils ont peur d'entendre les gens dire : «Il n'y a plus de crise, il n'y a plus de guerre, alors vous n'avez plus besoin de solidarité.» Ils disent qu'il s'agit maintenant de traverser une nouvelle étape économique qui est une lutte importante au moment de la globalisation. Presque tous les autochtones ont dit que rien n'a

changé à la suite de l'application des accords de paix et que c'est pour cela qu'ils ont encore besoin d'accompagnement, à long terme, afin que les Canadiens continuent de comprendre ce qui est en train de se produire et pour qu'ils poursuivent leurs pressions sur les gouvernements canadiens et guatémaltèques. Il y a des gens qui soulèvent des questions à propos de la terre et des maquilas. En rapport à cela, il y a ce que je disais plus tôt à propos de l'élément humain, quelques veuves de chefs syndicaux ont dit : «Maintenant nous pouvons vous inviter dans nos maisons. Nous aimerions le faire. Auparavant, nous ne pouvions même pas vous dire nos noms.» Ce matin j'ai réalisé une entrevue avec Antonio Otzoy qui est un chef maya de l'Église presbytérienne. Il m'a dit : «Maintenant nous avons du temps pour partager d'autres façons. Pourquoi ne pouvons-nous pas partager des mythes, des histoires et des peintures ?»

---

*«En ce qui me concerne, nous revenons à la vision originelle qui a vu naître le PA»*

---

Il y a toutes sortes de nouvelles possibilités de créativité dans nos relations ; chaque Guatémaltèque que j'ai rencontré qui a visité le Canada a parlé des problèmes qu'il a vus là-bas. Ils ont ajouté que nous devrions essayer de comprendre les problématiques dans leurs répercussions globales afin de mieux voir les liens entre ce qui se passe au Canada et ce qui se passe au Guatemala.

**Q :** *Comment la vision de l'accompagnement a-t-elle changé à travers ce processus ?*

Alors que je visitais deux communautés de réfugiés, La Esmeralda et Fray Bartolome, je me suis rendue compte que les gens valorisent encore la présence physique et les relations humaines. Il est cependant évident qu'ils ne font plus face aux problèmes de sécurité qui se sont présentés alors qu'ils

effectuaient leurs premiers retours. Les gens sentent vraiment le désir d'avoir une relation à long terme, ils ne veulent pas nous voir dire simplement c'est fini, adios ! Leur histoire ne les rassure pas, ils pourraient avoir besoin d'accompagnement pour assurer leur sécurité encore une fois dans le futur. Comment pouvons-nous maintenir une relation de façon différente ? Qu'en est-il des visites des délégations ? Pourquoi ne pas surveiller de près ce qui se produit dans les communautés de retour ?

D'autre part, plusieurs personnes utilisent le terme «accompagnement» dans ses objectifs de solidarité plus larges. D'une certaine façon l'accompagnement comprend plusieurs éléments : un engagement sérieux avec les gens d'ici, une recherche personnelle pour comprendre véritablement la réalité d'ici, et la faculté de donner aux gens et de recevoir d'eux. Les gens d'ici en veulent plus et non moins. En ce qui me concerne, nous revenons à la vision originelle qui a vu naître le PA, soit un accompagnement des gens dans leur lutte, qui est devenu l'accompagnement "sécurisant" lorsqu'ils ont décidé de retourner collectivement dans un contexte de guerre. Mais la question fondamentale était toujours la même, à savoir, comment pouvons-nous être à votre côté, en donnant et en recevant ?

**Q :** *Quelles constatations préliminaires de cette recherche voudrais-tu partager avec les gens qui appuient le PA ?*

Je ressens deux choses qui me semblent presque contradictoires. La première est que nous avons créé une relation avec les réfugiés qui était et est toujours très appréciée. D'un côté je pense qu'il y a un besoin de maintenir les relations déjà établies, mais il faut en changer la nature. L'autre point est relatif au PA, je crois que l'organisation a besoin de se réintégrer dans un mouvement de solidarité plus large. Il y a un appel pour une nouvelle forme d'accompagnement. Je crois que ce serait perdre de vue le rôle originel du Projet Accompagnement que de dire simplement, «Voilà ! Nous avons eu notre expérience de vie dans une communauté de retour pour trois mois ou plus, peu importe, et maintenant c'est fini.» C'est ainsi que les gens d'ici le considèrent. En fait, je suis quelque peu dérangée de voir que des gens ayant eu le privilège de vivre une expérience d'accompagnement n'ont pas cherché des manières de poursuivre leur engagement à travers les activités de solidarité du PA au Canada ou au Québec, dans leurs régions et

*suite p. 4*

communautés. Je sais que ce n'est pas possible ou approprié pour chaque individu, mais je conseille fortement à chaque membre du PA d'écouter véritablement les voix des guatémaltèques qui nous demandent de maintenir nos relations de solidarité. >>>

*Kathryn va mener des entrevues avec des Canadiens, principalement dans les Maritimes et en Colombie-Britannique, à propos de leur expérience de solidarité avec les Guatémaltèques. Elle apprécierait des contributions écrites à sa recherche. Toute personne voulant partager de la poésie, des articles ou des réflexions peut lui écrire à son courrier "tortue":*

*R.R. #1, Antigonish, NS, B2G 2K8 ; ou à son adresse électronique : kand@ns.sympatico.ca.*



## **Campesinos sans terre**

par Lisa Roberts

*AMADESPI est un des groupes que l'équipe spéciale de recherche du PA a rencontrés. C'est l'une des nombreuses petites organisations guatémaltèques de déplacés internes basée en région.*

«Nous ferons une ronde de présentation», dit Vidal Jutzjutz aux hommes et femmes Cakchiquels devant lui. Jutzjutz est le président d'AMADESPI, un groupe constitué de 54 familles déplacées internes, qui, pour la plupart, vivaient dans deux municipalités du Chimaltenango avant la période de violence des années 1980. Se trouvant aujourd'hui éparpillés partout entre les alentours pauvres de la capitale et Solola, ils ont cherché longtemps avant de trouver de l'argent pour prendre l'autobus afin de se rendre à cette parcelle de terre en banlieue de Chimaltenango pour une rencontre du dimanche. Jutzjutz nous a invités, deux accompagnatrices, pour le rencontrer. «Tout le monde, s'il vous plaît, dites votre nom, votre provenance et votre lieu de résidence», demande-t-il.

Les membres écoutent et acquiescent, assis patiemment sur des blocs de ciment, sous une toiture de fortune fabriquée de feuilles de plastique transparentes qui protègent à peine des brûlures du soleil. Les uns après les autres, ils se lèvent pour dire un mot : «Des gens nous demandent, pourquoi ne retournez-vous pas dans votre ville ?», dit une femme. «Mais comment pouvons-nous retourner là-bas ? L'armée a enterré des gens sous le plancher de la maison». Ceux qui sont restés ont eu des enfants et travaillent actuellement toutes les terres. Leurs voisins les ont dénoncés aux commissaires militaires en les traitant de *guerrilleros*. Des membres de leurs familles ont disparu au cours de la répression des années '80. Les cicatrices émotionnelles de la guerre sont fraîches et visibles. Ces personnes ont perdu leurs maisons. Une heure plus tard, Jutzjutz ne pourra retenir le flot de paroles et d'émotions.

Des cris de joie nous atteignent venant des enfants jouant dans l'entourage. Un autre homme se lève : «Ils en ont tué quatre dans ma famille. Ils ont brûlé la récolte : 8 *cuerdas* (un acre) de blé, 40 quintals (2 tonnes) de maïs. Maintenant nous n'avons rien», dit le vieux Martin en essuyant ses yeux. «Nous sommes des *campesinos* et nous n'avons plus de terre», dit-il. Cette contradiction cruelle est au coeur de la lutte des populations déplacées internes, c'est toujours la même histoire qui se termine de la même manière : «je loue» ou «je suis colocataire». Dans un pays où de nombreux ouvriers agraires se font payer moins que le salaire minimum légal et où l'inflation dans l'économie monétariste rend la vie plus difficile chaque mois, la guerre a poussé ces personnes hors de la terre qui leur a donné le maïs, les haricots et la vie. Un an et demi après que les accords de paix aient été signés, presque aucun progrès n'a été



accompli en ce qui concerne la réinstallation promise des déplacés internes. Avec beaucoup d'appui international, autant financièrement que moralement, la CPR-Sierra (Communauté de population en résistance) a reçu un appui gouvernemental et a déjà acheté de nombreuses fincas sur lesquelles elle peut s'installer. En général, toutefois, le gouvernement refuse de donner une «attention particulière» aux populations dépla-

cées internes, arguant qu'ils tirent des bénéfices des programmes gouvernementaux. «Ce n'est pas vrai», dit Saqueo, secrétaire d'AMADESPI, «nous ne pouvons pas même solliciter un projet parce que nous n'avons pas de communauté dans laquelle construire une école ou une clinique». Après avoir essayé pendant des années d'acheter une finca, AMADESPI a finalement loué, il y a quelques mois, une petite étendue de terre près de Chimaltenango. Ils ont dû convaincre le propriétaire de les laisser bâtir des abris sur la terre. La plupart des propriétaires préférant louer des terres à des fins agraires seulement. Il n'y a pas d'eau aux alentours et la terre est trop petite pour les 54 familles. La finca que les membres d'AMADESPI veulent acheter n'est pas très loin. Un groupe espagnol considérerait financer l'achat, explique Jutzjutz, puis ils ont entendu dire que le gouvernement donnait de l'argent pour l'achat de terres et ils ont retiré l'offre. Ce demi-acre est un endroit qui permet les rencontres et où l'on peut offrir des ateliers sur la cosmovision maya et sur les médecines naturelles, c'est également un refuge de dernier recours pour quatre familles n'ayant pu payer leur loyer ou ayant été renvoyées des plantations où ils vivaient et travaillaient. AMADESPI n'a pas de ressources financières pour se payer des toits de tôle ondulée, ni même de bouts de bois. L'abri d'une famille est principalement faite de plastique et représente une protection limitée contre la saison des pluies qui approche. À peu près dix autres familles veulent aussi déménager ici, mais n'ont pas l'argent pour transporter leurs possessions. L'après-midi prend fin, nous nous retrouvons tous et toutes ensemble, à genoux en cercle, les mains jointes, pour terminer la journée côte à côte. En l'absence de bougies et de fleurs, le prêtre maya place les membres du comité d'AMADESPI face au quatre points cardinaux. Tout prend fin lorsqu'il fait des remerciements pour la nourriture ainsi que pour notre présence à leurs côtés.

# Nouvelles de Xaman

Par Isabel Champagne

## LE PROCÈS COMMENCE ENFIN

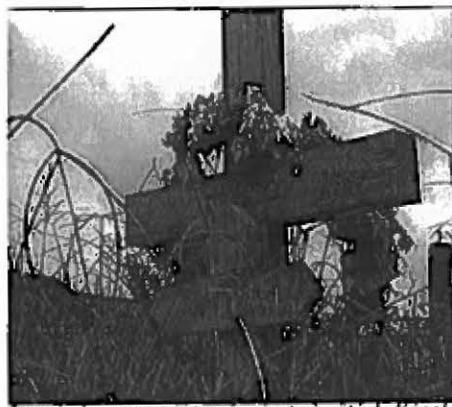
Après 30 mois d'efforts soutenus de la part du ministère public, de la Fondation Rigoberta Menchu (FRMT) et de nombreuses victimes du massacre, le processus légal du cas Xaman a finalement débuté le 21 avril à Coban. Son but est d'amener en justice les responsables de la mort de 11 personnes et ayant causé des blessures à 30 autres dans la communauté de retour de Xaman, appelée aussi Aurora 8 de octobre, dans l'Alta Verapaz. Les défendants (soldats) qui maintiennent avoir agi pour se défendre sont accusés d'exécution extrajudiciaire. Ils font face à 50 ans de prison si les trois juges décident de les inculper. Le tribunal devrait rendre son verdict au cours du mois de juin.

Il s'agira d'un jugement très attendu et établissant un précédent : le cas est particulier puisque les victimes tout comme les accusés sont des autochtones, et c'est la première fois que l'armée fait face à des répercussions légales pour ses actions. La partie plaignante repose sur 32 témoins et 11 experts qui donneront leurs témoignages contre la défense. Ceci inclut l'ancien président du pays, Ramiro De Leon Carpio, et le ministre de la défense Mario Enriquez. La défense espère que De Leon va réaffirmer la déclaration qu'il a faite peu après le massacre à l'effet que la patrouille militaire était responsable de cet acte de violence extrême : «en tant que président, j'assume la responsabilité. Le commandant a été démis de ses fonctions, le ministre de la défense a démissionné. Maintenant j'espère que la loi s'appliquera et je serai disponible pour coopérer de n'importe quelle manière».

## UN RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS

Le 5 octobre 1995, quelques 24 soldats et un commandant entraient dans la communauté Aurora 8 de Octobre. C'était un jour ordinaire pour les résidents de la communauté, hormis les préparations en vue de la célébration du premier anniversaire de leur retour au Guatemala. Après leur récréation, de jeunes écoliers revinrent en courant pour dire aux enseignants que dehors se tenaient des soldats armés. Les enseignants leur dirent de rentrer directement à la maison après la fin des classes. Les soldats arrivèrent au centre urbain. Quelques personnes appro-

chèrent pour connaître les raisons de l'incursion de l'armée dans cette communauté de retournés ayant fui la répression au début des années 1980. Les soldats commencèrent par dire qu'ils étaient perdus et que le but de leur manœuvre était d'atteindre une finca avoisinante, El Limon. Ils voulaient cependant participer aux festivités du 8 octobre. Les résidents répondirent qu'ils n'étaient pas invités. Une dispute s'ensuivit au cours de laquelle un soldat ouvrit le feu sur une femme, puis sur une petite fille. Par la suite, en tirant sur la foule, huit autres personnes moururent incluant des enfants et des anciens, s'ajoutèrent à cela plus de 30 personnes blessées, rentrant à peine de leur exil au Mexique. Les tirs des fusils touchèrent également certains des soldats qui se sauvèrent en courant, tuant un enfant sur leur chemin. En sortant de la communauté, ils croisèrent un véhicule de la MINUGUA (Mission des Nations unies au Guatemala) qui se rendait à la communauté.



Les victimes sont enterrées juste à côté de l'école

## LES ARGUMENTS DE LA DÉFENSE

Les soldats affirment avoir reçu une invitation pour participer aux festivités. Ils auraient été provoqués par des membres de la communauté et auraient agi pour se défendre. Leurs avocats prétendent que 14 des accusés n'ont jamais ouvert le feu.

## PREUVES CONTROVERSÉES

Témoignage de la partie plaignante : deux des preuves testimoniales soumises par la partie plaignante ont été refusées. Elles sont cependant essentielles pour comprendre le contexte du massacre. Premièrement, il y a le rapport de la MINUGUA (Mission des Nations unies au Guatemala) qui est très im-

portant puisque c'est une équipe de la MINUGUA qui, la première, arriva sur les lieux du massacre à peine une heure plus tard alors que la patrouille militaire se rendait au campement de Rubel Santo. Ce sont ces représentants de la MINUGUA qui furent les premiers à recevoir les témoignages du massacre et à constater l'état des lieux. Cette pièce a toutefois été rejetée. Deuxièmement, le tribunal a refusé d'admettre un rapport du HCNUR (Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés) qui rend compte du contexte historique de terreur qui a marqué les relations entre l'armée et les retournés. Ce rapport est crucial pour le procès puisqu'il montre qu'il est difficile de concevoir qu'une communauté composée d'anciens réfugiés, ayant fui la répression des forces militaires, inviterait une patrouille militaire aux célébrations du premier anniversaire de leur retour au pays. Preuves de la défense : le tribunal a accepté deux pièces controversées déposées par la défense. Cette décision, tout comme la décision de rejeter les deux rapports de la partie plaignante, est l'objet d'un appel par la co-plaignante Rigoberta Menchu. Une cour protectrice a décidé en deux heures de ne pas accorder d'injonction. Ceci a fait l'objet d'un appel devant la Cour constitutionnelle qui l'a encore une fois rejetée. La plus haute Cour du pays a décidé de considérer cet appel, ce qui provoquera sans doute un délai dans le procès. Le ministère public et la FRMT ont vu le cours de la justice être ralenti plusieurs fois par une multitude d'injonctions de la défense (plus de 20 !) tout au long du processus qui se déroule depuis deux ans et demi.

## TENTATIVE DE FRAUDE

### 1. Rapport d'un psychologue

Le rapport d'un psychologue tente de justifier l'assassinat de l'enfant Santiago, tué alors que la patrouille quittait la communauté. Cet «expert» se base vaguement sur les événements du 5 octobre pour en arriver à plusieurs conclusions : il dit que les soldats étaient sous le choc alors qu'ils se retiraient de la communauté, qu'ils ont vu une «silhouette» sur laquelle, dans leur agitation, ils ont ouvert le feu, sans se rendre compte sur le coup que c'était, en fait, un enfant.

*suite p. 6*

Cette preuve vise à innocenter les soldats en renforçant leur théorie d'autodéfense. Il est cependant difficile de croire qu'il en ait été ainsi. Comment un soldat de stature imposante et fortement armé peut-il se sentir menacé par un enfant ?

## 2. Évidence balistique

Cette étude considérait les armes en cause et les balles récupérées. Elle s'est déroulée en l'absence des représentants de la cour, des juges et de représentants de la co-plaignante. La défense, seule, a mené l'étude qui est illégale et qui ne devrait pas avoir de valeur comme pièce à conviction, mais que la Cour a, malgré tout, admise. Le but de cette étude est de créer un doute dans l'esprit des juges et vise à démontrer qu'il y avait peut-être des armes de divers calibres, autres que celles de la patrouille militaire.

La co-plaignante, Rigoberta Menchu, a fait appel à la Cour suprême à propos de ces pièces, après que deux Cours inférieures aient refusé d'émettre des injonctions. Le 28 avril, elle a également fait une requête pour que soit révisée l'objectivité du tribunal. Le tribunal de Zacapa avait jusqu'au 7 mai pour présenter sa décision. En attendant, le cas est suspendu. Si une décision survient voulant que les juges actuellement en fonction soit remplacés, le processus devra recommencer.

## STRATÉGIES

Après avoir essayé pendant des années de bloquer le procès par d'innombrables tactiques, les militaires veulent maintenant procéder aussi rapidement que possible pour conclure, ceci pour de nombreuses raisons. La première est d'ordre politique : le processus électoral commencera dans quelques mois et le cas Xaman serait un embarras au milieu de la campagne électorale. La défense cherche donc à faire oublier ces événements le plus rapidement possible afin que les médias mettent l'emphase sur d'autres histoires. Une autre raison de vouloir accélérer le processus a un rapport avec les témoins d'Ixcaman ; ces témoins de la défense, apparemment soudoyés, pourraient changer leur avis si le procès prend trop de temps. Le 12 février, l'Alliance contre l'impunité et la FRMT ont dénoncé, au cours d'une conférence de presse, les manigances de l'armée qui aurait acheté ce groupe de témoins en leur offrant de la terre en échange de leurs témoignages. Les «Ixcamanes» sont un groupe de familles qui étaient membres de la coopérative de Xaman, mais qui se sont retirés à la demande de la communauté à

cause d'un conflit interne. Ils vivent maintenant dans une communauté avoisinante. Il est par ailleurs intéressant de noter que c'est la partie plaignante et non la défense qui a fait la requête pour que des traductions soient faites pour ceux et celles dont l'espagnol n'est pas la première langue. Ceci peut être considéré comme une preuve supplémentaire démontrant que la défense cherche à bâcler le tout...



## LES TÉMOINS

Les témoins subissent plus de pression que jamais, particulièrement les principaux : la peur du procédé judiciaire qui ne leur est pas familier, des menaces reçues sur la route, dans la communauté ou au cours de leur séjour à Coban, sans oublier la peur des médias, sont des facteurs non négligeables. Face à un système de justice qui n'a jamais essayé de servir la population autochtone, la peur des témoins augmente le niveau de stress qu'ils vivent déjà, leur nervosité est palpable au cours des interrogatoires, d'autant plus qu'ils doivent se confronter encore une fois aux soldats. Survivants des massacres et des tortures du début des années 1980, ayant ensuite perdu des membres de leurs familles le 5 octobre 1995, ils ont maintenant des problèmes de santé mentale. Leurs témoignages auraient dû être reçus au milieu du mois de mai. C'est en petits groupes qu'ils se déplaceront vers Coban pour dire à la cour ce qu'ils ont vu. Ils devront s'absenter de leurs activités quotidiennes, incluant la récolte, période très importante pour eux. Le système de justice n'alloue aucune somme d'argent pour le logement, le déplacement ou pour la nourriture des témoins. De plus, des divisions existent à l'intérieur de la communauté parce que certaines personnes du village vont témoigner du côté de la défense, alors qu'elles n'étaient même pas présentes au moment du massacre.

## AUTRES IRRÉGULARITÉS

Le deuxième jour du débat oral, les témoins de la défense étaient présents pendant la lecture des accusations. Normalement, cette erreur de procédure serait suffisante pour disqualifier les témoins. L'ombudsman du ministère des affaires publiques a fait une objection motivée par la rupture du processus du code pénal, mais cette objection a été rejetée par les juges qui ont statué que le document était connu des deux parties et qu'il ne pouvait être considéré comme preuve.

## RÉFLEXION PERSONNELLE

Au cours de tout le processus, l'hostilité à l'endroit des représentants des organisations internationales était palpable. Il y a une tentative visant à diminuer leur importance et leur influence. Les Nations unies quitteront bientôt le Guatemala puisque le pays n'est plus considéré un violateur de droits humains. L'assassinat de Mgr Gerardi quelques jours après la publication de son rapport sur la Récupération de la mémoire historique n'indique-t-il pas le contraire ? Il a une tentative visant à discréditer toute participation étrangère pour que le cas Xaman soit considéré uniquement comme une affaire interne. Un observateur et conseiller argentin assis derrière l'avocat de la FRMT a été forcé de quitter la salle d'audience d'une manière choquante. Il n'était clairement pas le bienvenu - considéré, comme tous les autres observateurs internationaux, d'aucune utilité pour la justice guatémaltèque. Beaucoup d'attention a été portée au cas Xaman depuis son début puisque c'est un cas qui servira d'exemple. Le début des audiences est déjà un pas important. Que faut-il cependant espérer d'un système de justice dont l'histoire est criblée d'irrégularités ? Les familles ne retrouveront jamais les êtres chers qu'ils ont perdus à la suite de ce massacre. La question est de savoir si ces familles auront un jour la preuve que le processus de paix amènera des changements réels et que le statu quo des 36 années de guerre civile n'est plus acceptable.



# Nouvelles du Sud

## Évictions de terres occupées

Le 20 mai dans la capitale, l'escouade anti-émeute de la police, armée de gaz lacrimogènes, procédait à l'expulsion de quelques 4 000 squatters -hommes, femmes et enfants- établis sur des terrains vacants en banlieue de la ville. Au cours de l'opération, 5 personnes ont été blessées et une a perdu la vie. Les policiers ont aussi arrêté des dizaines de personnes, dont une vingtaine sont inculpées de désobéissance et d'usurpation de propriété.

La violente éviction est survenue suite à une manifestation qui avait eu lieu quelques jours auparavant dans la capitale du Guatemala, au cours de laquelle les sans-abris revendiquaient l'occupation des terrains vacants autour de la ville devant l'innaccessibilité des loyers et des subventions au logement.

«Nous ne voulons pas provoquer de violence, nous sommes des gens de paix» a déclaré William Mazariegos d'UNASGUA (Syndicat national de réinstallation), «par de telles actions, le gouvernement nous démontre que la confrontation et la violence sont ses seules réponses au problème du logement».

Le gouvernement, pour sa part, dit qu'il tente de résoudre ce problème notamment par la construction de 17 000 unités de logements sociaux au courant de l'année, mais les squatters rétorquent que les programmes gouvernementaux sont inaccessibles: pour y avoir accès il faut faire preuve d'un revenu mensuel minimum de 1 400 Q. (233 \$ US), et effectuer un versement de base de 4 000 Q. (666 \$ US). Selon M. Mazariegos, les revenus mensuels moyens parmi la population de squatters atteignent à peine 300 Q. (50 \$ US). «Il y a près d'un million et demi de guatémaltèques, répartis dans 359 campements à travers le pays, dont la survie dépend de l'obtention du titre des terres qu'ils occupent».

## 6<sup>e</sup> anniversaire d'ARDIGUA

Avec de la marimba, des chansons, de la poésie et du théâtre, ARDIGUA (Associations des réfugiés dispersés du Guatemala) a célébré son 6<sup>e</sup> anniversaire le 25 avril dans ce qui est sa première et sa seule communauté de retour, El Nuevo Porvenir, située dans la finca Buenos Aires dans le département de San Marcos.

## CBRR a reçu des fonds pour El Quetzal

La Coordination des blocs de retour et de réinstallation (CBRR) a reçu des fonds pour son retour vers El Quetzal, Huehuetenango. Le retour vers El Quetzal, situé dans le nord du Huehuetenango, près de Chacul, est le résultat de plus de deux années de négociations. Ce premier retour de la CBRR devait s'effectuer à la fin du mois de mai.

## Récolte de miel dans le Peten

À La Esmeralda, l'organisation de femmes Ixmucan vient tout juste d'avoir une première récolte de miel provenant d'un projet d'apiculture financé par la Fondation Webster. Le but à long terme du projet est de donner aux femmes une source alternative de revenu. Paula Shaw, qui a déjà été accompagnatrice, et qui travaille présentement pour le CUSO collabore avec Ixmucan. Elle rapporte que, grâce au projet, chaque femme de cette communauté qui souffre de divisions internes, peut non seulement obtenir du miel, mais bénéficie de l'opportunité de travailler et de s'unir avec d'autres femmes.

## Nuevo Mexico

Les négociations pour l'obtention de titres de terres ente la communauté de retour de Nuevo Mexico, Escuintla, et l'INTA (Institut national pour la réforme agraire) ont repris après une pause de deux mois. Nuevo Mexico est la première communauté de retour de la côte sud, elle poursuit sa longue lutte pour obtenir les titres des terres. Étant donné que les communautés de la côte sud qui se sont établies avant l'Accord du 17 septembre se situent à l'extérieur de la zone administrée par FONAPAZ (Fonds national pour la paix), elles ne peuvent bénéficier des fonds de réinvestissement. La peur et la confusion persistent parmi les membres de la communauté à cause du statut non réglé de la terre; plusieurs familles ont décidé de partir.

## Dernier obstacle dans le processus de retour

À la suite de ce qui semblait être un progrès substantiel et un engagement pour compléter le processus de retour, après la Déclaration conjointe de la fin des retours, le gouvernement guatémaltèque a encore une fois

manqué à sa parole. Prétextant des contraintes monétaires, le gouvernement a unilatéralement déterminé le prix qu'il était prêt à payer pour toutes les fincas encore en négociation; ses offres sont du tiers à la moitié du prix du marché, demandé par les propriétaires. Les organisations de réfugiés ont été durement frappées par cette décision. ARDIGUA a proposé de résoudre le problème, soit en jumelant deux groupes, soit en combinant les fonds de réinvestissement, afin de recevoir les fonds pour l'achat de la finca La Moca à Quetzaltenango. La CBRR a proposé de réunir cinq de ses blocs de retour pour en créer deux. Le gouvernement n'a pas encore répondu à ces propositions. IM/GRICAR, dans un document publié récemment, presse le gouvernement de respecter les normes des accords qui établissent la valeur de la terre et la quantité de population qu'elle peut contenir selon la qualité de la terre et ses possibilités de production. Jusqu'à présent, cette année, il n'y a eu qu'un seul retour et un autre était prévu à la fin du mois de mai. Le dernier rapport de WCC/GRICAR commente le processus et conclut que «le gouvernement du PAN a délibérément trahi les organisations de réfugiés».

## Action urgente

Nous avons reçu une visite de la CBRR nous invitant à continuer à faire pression sur le gouvernement pour qu'il se conforme aux accords déjà signés. Des lettres d'appui pourraient aussi être envoyées directement aux organisations de réfugiés.

Président Alvaro Arzu, fax: 502-221-04537; Directeur de FONAPAZ, Lic. Enrique Godoy Garcia fax: 502-332-3394; Arq. Jose Luis Gandara Gaborit directeur de CEAR, fax: 502-334-7232; CBRR, fax: 502-232-3602

## Merci Beth !

Beth Abbott qui a longtemps occupé un poste dans l'équipe du Nord termine son travail rémunéré avec le PA national ce mois-ci. En tant que coordinatrice Nord-Sud, Beth a toujours été calme, efficace et valorisait les liens avec l'équipe du Sud. Beth va se séparer de son courrier électronique pour retourner dans sa famille au Costa-Rica cet été, mais elle sera de nouveau avec le PA plus tard en tant que bénévole. Beth, nous te remercions ! C'est dorénavant Geneviève Lessard du PAQG qui prendra la relève du travail indescriptible de Beth jusqu'au mois d'août. Bonne chance!

*Par Valérie Huff et Isabelle Gauthier*

>>> suite de la «Réflexion»

Parallèlement à ce précédent mandat d'enquête, la Commission pour l'éclaircissement historique du Guatemala (CEH), né de l'Accord global sur les droits humains signé le 29 mars 1994, oeuvrait elle aussi à recueillir des témoignages des victimes touchées par ce conflit armé. Des centaines d'entrevues ont été réalisées entre septembre 97 et avril 98.

Il est important de mentionner que le rapport final devrait être officiellement déposé au secrétaire général des Nations unies, au gouvernement guatémaltèque et à l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) en septembre prochain. En plus de dénoncer les actes de violations des droits humains, il devrait expliquer les facteurs ayant alimenté ces années d'extrême violence et, par conséquent, formuler une suite de recommandations ayant pour but de favoriser une paix durable.

Trois équipes d'enquêteurs ont collaboré à la cueillette des témoignages en territoire canadien. Ces groupes de travail localisés à Montréal, Toronto et Ottawa ont interviewé des citoyens guatémaltèques réfugiés au Canada et ont étendu leur travail jusqu'à Hamilton, Kitchener-Waterloo, London, Kingston, Edmonton et Sherbrooke. Au total, 35 témoignages ont été recueillis, soit l'équivalent de 82 cas de violations. Selon Sharon Hill, coordonnatrice du projet, le succès de cette démarche se traduirait au travers de cette opportunité qui nous a été offerte d'augmenter la conscience des principales personnes concernées ainsi que celle de la population canadienne sur la situation passée et actuelle du Guatemala.

Enfin, ayant moi-même participé au travail de la Commission, je demeure convaincue que ces efforts visant une plus grande justice sociale, et ce, nonobstant les obstacles douloureux qui parcourent ce chemin et qui nous donnent souvent l'impression que cette lutte est vaine, portent en eux-mêmes les fruits de la démocratie.

*Le rapport de la CEH est disponible au bureau du PAQG.*

## Des nouvelles des accompagnatrices et accompagnateurs du PA

De façon générale depuis la signature de la paix et particulièrement depuis le début de l'année 1998, les accompagnateurs internationaux et les groupes d'accompagnement désertent le Guatemala. Au cours des derniers mois, les projets d'accompagnement allemands et danois ont suspendu leur travail pour procéder à une réorientation. Le groupe australien n'a pas d'accompagnateurs en ce moment. Le groupe anglais a quelques accompagnateurs en place dans le pays et il y a sept Norvégiens. Le groupe étasunien, NCOORD, a des accompagnateurs dans 12 des 13 communautés qui sont jumelées avec des villages des USA. C'est présentement le seul projet d'accompagnement qui est en expansion. Pour ce qui est du PA, il y a eu un point mort dans les mois de mars et avril, mais depuis mai la situation s'est redressée avec l'arrivée sur le terrain de l'équipe spéciale de recherche et des accompagnateurs et accompagnatrices qui ont suivi la session de formation du PAQG au début de mai.

Alors voici des nouvelles de notre monde:

**Godfrey Spragge** de Kingston Ontario, qui en était à son deuxième séjour d'accompagnement, est rentré au Canada à la mi-avril après avoir passé 4 mois à El Carmen sur la côte sud.

**Isabel Champagne**, qui a terminé officiellement son séjour d'accompagnement au début avril, s'est récemment rendue à Coban au nom du PA, pour assister au procès du massacre de Xaman. Elle a rédigé un rapport qui est publié dans ce bulletin.

Depuis le 15 mai et jusqu'au 10 juillet '98, l'équipe spéciale de recherche du PA travaille à recueillir de l'information sur la situation des déplacés internes du Guatemala avec l'objectif de définir le type d'accompagnement dont ils et elles auraient besoin et de voir si le PA peut répondre à leurs attentes. Sept personnes du réseau national du PA participent à cette équipe -dont deux du Québec: Erik Moers du Nouveau Brunswick, Liz Rees et Lenora Yarkie d'Edmonton, Noah Quastel de Vancouver, Caleli (Edgar Castillo) et Catherine Mason de Montréal et Joan Campbell de Nouvelle Écosse.

**Sébastien Bois** de Montréal et **Karina Montmigny** de Québec, sont arrivés au Guatemala le 15 mai, fraîchement sortis de la session de formation qui a eu lieu à Louiseville. Il et elle suivent présentement des cours d'espagnol et participeront à la formation au sud du mois de juin.

**Alvaro Vargas** de Montréal, **Isabelle Laroche** de Québec et **Connie Berry** d'Ottawa partiront au cours de l'été pour le Guatemala et participeront à la session de formation au Sud prévue pour le mois d'août.

Bonne chance à toutes et tous!

# ----- Annonces -----

## **Écoutez la radio communautaire!**

Saviez-vous qu'il y a plusieurs émissions qui présentent des alternatives à l'information quotidienne ? Voici une liste de certaines d'entre-elles:

- «**Jusqu'ici tout va bien**»,  
vendredi matin 9-10h à CIBL 101,5FM  
un tour du monde de tout ce qui va mal (avec Claude et cie).

- «**À l'écoute de l'Amérique latine**»  
vendredi soir 19-20h à CKUT 90,3FM  
spécialement conçue pour répondre aux besoins des membres du PA!!  
avec un bulletin spécial sur le Chiapas.

- «**Cap Sud**»  
mercredi 9-10h à CINQ 102,3FM  
information générale sur les événements dans l'actualité.

-«**Planète Internationale**»  
vendredi 16-17h à CINQ 102,3FM  
-«**L'iconoclaste**»  
mercredi 9-10h à CIBL 101,5FM  
commentaires sur l'économie et autres trucs découlant du néolibéralisme...

-«**Le monde vu d'ici**»  
vendredi (encore ?) 10-10:30h à CINQ 102,3FM. Dans le même genre que les autres...

-«**Native solidarity News**»  
mardi 18-19h à CKUT 90,3FM  
couvre l'information concernant les autochtones exclusivement

-«**Amandla**»  
mercredi 19-20h à CKUT 90,3FM  
excellente émission sur l'Afrique!

*Voilà pêle-mêle certaines émissions communautaristes... Toutes ces émissions son faites par des bénévoles qui tentent de faire leur mieux pour couvrir ce qui devrait faire la manchette de la presse «officielle», alors écoutez-les !*

## **Stages au Guatemala**

Dans le cadre de son programme de démocratisation de la communication dans les sociétés en reconstruction après des guerres civiles, SUCO, un organisme de coopération internationale, est à la recherche de trois jeunes stagiaires pour des affectations d'une durée approximative de 6 mois au Guatemala. Sous la supervision de SUCO, le travail des stagiaires sera réalisé en collaboration avec le Réseau québécois de solidarité avec le Guatemala.

Les candidatEs recherchÉs doivent avoir entre 18 et 30 ans et être sans emploi ou sous-employÉs, (i.e. occuper un travail dans un domaine autre que leur champs d'études ou qui ne reflète pas leurs qualifications). Ils/elles doivent de plus avoir récemment terminé des études universitaires



*l'école de Xaman*

en communication, journalisme, informatique et nouvelles technologies de l'information ou tout autre domaine jugé pertinent en regard des descriptions de tâches qui seront définies par les partenaires guatémaltèques. De plus façon plus précise, les stagiaires seront appelÉs à oeuvrer dans les domaines suivants :

1-Journalisme d'enquête, rédaction et traduction de dépêches, nouvelles et reportages (de l'espagnol et/ou de l'anglais vers le français). Organisme hôte : Agence CERIGUA Formation : communication, journalisme ou traduction.

2-Production audiovisuelle à des fins d'éducation populaire, formation de communicateurs populaires. Organisme hôte : Centro de Investigacion y Educacion

Popular (CIEP). Formation : communication ou toute autre discipline pertinente pour l'éducation populaire; connaissances techniques en caméra et montage.

3-Formation de formateurs en nouvelles technologies de l'information; création de sites web et mise en réseau (courrier électronique). Organisme hôte : Instituto para la Democracia, el Desarrollo y la Paz (IDEPAZ). Formation : Informatique, communication, ou toute autre discipline, dans la mesure où le candidat possède les connaissances techniques requises.

La connaissance de l'espagnol et de la réalité guatémaltèque constituent des atouts précieux. Les candidatEs retenuEs pour les stages bénéficieront par ailleurs d'une formation avant départ. Les stages auront lieu à l'automne '98. Les personnes intéressées peuvent faire parvenir leur curriculum vitae ainsi qu'une lettre de motivation à :

*SUCO Programme de jeunes stagiaires 3680 Jeanne-Mance, suite 410 Montréal, Qué. H2X 2K5*

## **Mission d'observation québécoise au Guatemala**

Répondant à l'appel de plusieurs organisations syndicales et populaires du Guatemala, le Réseau québécois de solidarité avec le Guatemala va envoyer du 15 au 30 juin une délégation,

composée d'une dizaine de représentantEs des différents secteurs des mouvements populaire et de solidarité québécois, avec les objectifs suivants:

- approfondir le suivi et la mise en oeuvre des Accords de paix
- apporter un appui aux revendications et aux propositions des organisations populaires quant à la mise en oeuvre des Accords de paix
- observer la situation des droits humains - rédiger un rapport sur l'ensemble des observations réalisées et identifier des actions à entreprendre au Québec pour renforcer la solidarité avec le peuple guatémaltèque
- formuler des recommandations aux instances gouvernementales nationales et internationales en ce qui a trait à la situation des droits humains et au suivi des Accords de paix.